



**PRÉFET
DU
PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

**ARRÊTÉ N°
de mise en demeure de la société FERLUX
Commune de Cournon-d'Auvergne**

PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME
ARRÊTÉ N°

Le préfet du Puy-de-Dôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

20210075

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.511-2 et L.514-5 ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 16-01344 du 7 juin 2016 autorisant la société FERLUX à exploiter son laboratoire pharmaceutique sur le territoire de la commune de Cournon d'Auvergne (63 800), et notamment son article 4.3.10 qui fixe des « *valeurs limites d'émission dans l'eau avant rejet dans une station d'épuration collective* » ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 15 décembre 2020 transmis à l'exploitant par courrier en date du 15 décembre 2020 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 23 décembre 2020 ;

Considérant que lors de la visite en date du 10 décembre 2020 et après examen des éléments en sa possession, l'inspecteur de l'environnement, catégorie installations classées, a constaté que les rejets dans l'eau de l'établissement dépassent nettement les valeurs limites d'émission autorisées, et ce pour différents paramètres ;

Considérant que ces dépassements sont constatés dans les résultats de l'autosurveillance réalisée par l'exploitant depuis la fin de l'année 2018, sans que ce dernier n'ait mis en place de mesure corrective de nature à rendre ces rejets conformes à l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;

Considérant que face à cette situation, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société FERLUX de respecter les prescriptions de l'article 4.3.10 de l'arrêté préfectoral du 7 juin 2016 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de M^{me} la Secrétaire générale de la préfecture du Puy-de-Dôme,

ARRÊTE

Article 1^{er} –

La société FERLUX, dont le siège social est situé 24, avenue d'Aubière à Cournon d'Auvergne (63 800), est mise en demeure de respecter, pour son établissement situé sur la commune de Cournon d'Auvergne, l'article 4.3.10 de l'arrêté préfectoral du 7 juin 2016 susvisé, dans un délai de 6 mois, en prenant des dispositions permettant de rendre ses effluents conformes aux valeurs limites autorisées (pH, température, DBO5 et DCO).

Le délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 –

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 –

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré par l'exploitant auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée, conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative.

La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyen » accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois imparti pour l'introduction d'un recours contentieux. Ce recours prolonge de deux mois le délai mentionné ci-dessus.

Article 4 –

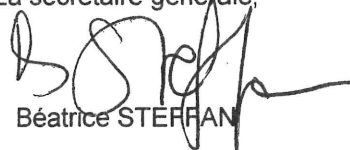
Le présent arrêté sera notifié à la société FERLUX et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Puy-de-Dôme.

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, cet arrêté sera publié sur le site de la préfecture du Puy-de-Dôme pendant une durée de minimale de 2 mois.

Madame la secrétaire générale de la préfecture du Puy-de-Dôme, Monsieur le maire de la commune de Cournon d'Auvergne et Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Clermont-Ferrand, le 19 JAN. 2021

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,


Béatrice STEFFAN